

QUESTIONS D'IMAGES

Contribution pour une réflexion sur la place des Français d'origine africaine, des Africains de France et des originaires des Dom-Tom en France métropolitaine.

Philippe Dewitte

Rédacteur en chef de la revue *Hommes & Migrations*. Secrétaire du Conseil scientifique, Mission de préfiguration pour un Centre de ressources et de mémoire de l'immigration.

Les représentations, la manière dont sont perçus les Africains de France, les Français d'origine africaine ou les originaires des Dom-Tom (les « Noirs ») influe bien entendu sur leur intégration, par leur degré de légitimité, d'acceptation de la part de la société globale, ainsi que par la nature de l'identité (identité blessée, ou peu valorisée...) qui en découle chez les principaux intéressés. Pour cerner un peu mieux la nature des relations entre eux et l'ensemble de la société, il n'est donc pas inutile de faire un bref rappel historique.

Les stéréotypes hérités de la paléoculture européenne

Images de l'Africain ou images du « Noir » ? Ces deux corpus stéréotypiques sont intimement imbriqués et il est donc difficile de les différencier. De même, on ne peut pas dire que les stéréotypes de départ se retrouvent intacts au fil des siècles : on en trouve des traces, ils se transforment, se mélangent à d'autres stéréotypes venus d'ailleurs ou d'autres époques, s'agrémentent de nouvelles imageries. À l'inverse on ne peut pas dire que certains stéréotypes disparaissent à tout jamais, toutes les imageries et les fantasmes, même ceux qui ont apparemment disparus, sont toujours susceptibles de resurgir au grand jour. C'est donc la vie, l'évolution, et surtout la persistance ou la non-persistance des fantasmes et des images concernant les Africains et les « Noirs » qui nous intéressent.

Les imageries françaises attachées aux Africains proviennent donc d'une longue histoire commune qui a vu les stéréotypes originaux - communs à tout l'Occident - constamment « enrichis » et remaniés au fil des siècles :

— Du Moyen-Âge nous reste une imagerie fortement marquée par la malédiction de Cham, le fils maudit de Noé dont descendent les habitants de l'Afrique ; le « Noir » symbolise la méchanceté (la « noirceur de l'âme ») et les Africains, pour les Européens de l'époque, sont au mieux des non-civilisés à évangéliser, au pire des sauvages (le mythique cannibale) qu'il faut mater.

— De la traite et plus encore des plantations esclavagistes du nouveau monde nous arrivent des stéréotypes dérivés du « sauvage » mais qui mettent l'accent sur une prétendue sexualité débridée des Noirs, tour à tour redoutée ou désirée.

— La conquête coloniale ravive ou renouvelle un certain nombre de préjugés axés autour de la férocité des Africains : les roitelets sanguinaires abondent dans la littérature populaire et la presse du XIX^e siècle.

— La colonisation, enfin, une fois passée le temps de la « pacification », fait de l'Africain un « grand enfant ». Avatar du païen que les missionnaires souhaitent amener à la vraie foi, l'Africain de la III^e République est un être imparfait mais perfectible : dans le cadre de la « mission civilisatrice de la France », on pense un temps que la politique d'assimilation en direction des indigènes permettra à terme d'en faire des Français de couleur, des citoyens comme les autres de « la plus grande France ».

Le temps de la mauvaise conscience

Mais avec la décolonisation vient le temps - provisoire - de la mauvaise conscience. La « mission civilisatrice » apparaît rétrospectivement comme un alibi permettant de masquer les vraies raisons de la colonisation, à savoir l'exploitation économique du continent. Dans les années 50 et plus encore à partir de 1960 on considère donc de plus en plus que la « mission civilisatrice » est un slogan inique et hypocrite, et plus encore une ineptie née du complexe de supériorité des Occidentaux. La réhabilitation des cultures de tous les peuples colonisés s'impose alors et il n'est bien entendu plus question de présenter le continent noir et ses habitants comme des sauvages ou des grands enfants. Aussi, de 1960 à 1980, les images racistes et paternalistes attachées aux « Noirs » se font particulièrement discrètes, sous l'effet de la culpabilité et du syndrome « tiersmondiste » qui lui est indéfectiblement attaché.

Durant une vingtaine d'années on tait un peu honteusement les clichés du passé. On constate alors l'émergence d'une représentation fantasmagorique tout à fait inédite, liée à la présence en France des immigrés africains, ces damnés de la terre qui impriment dans les consciences une image misérabiliste et doloriste du « bon Mamadou » jusqu'alors absente des consciences. Les éboueurs et les balayeurs des années 60-70, les résidents des foyers Sonacotra sont l'objet de toutes les pitiés tiersmondistes bien pensantes, ils confortent accessoirement un complexe de culpabilité né durant les luttes pour l'indépendance et les décolonisations. Dans les années 70, l'immigré - pas seulement l'africain, d'ailleurs - devient quasiment, pour une partie de la jeunesse française en révolte contre la société et la marche du monde, un objet de « culte », une « icône ». Symbole de la lutte des opprimés du tiers monde, il a le grand mérite de représenter un ailleurs idéalisé, fait de messianisme révolutionnaire et de « juste-lutte-contre-l'impérialisme ». L'immigré prend la place du prolétaire des pays industrialisés au panthéon de la sociale. Il n'empêche que l'on ne connaît toujours rien, ou si peu, de l'Africain, sorti d'une silhouette balayant les trottoirs des villes françaises. Les immigrés d'alors ne font la Une des médias que lorsqu'ils se révoltent, à l'occasion par exemple des mouvements de grèves des années 70 dans les foyers.

Années 80, le retour des stéréotypes

Mais lorsque le grand soir planétaire se fait par trop attendre, les « victimes du néo-colonialisme » qui balayent les rues françaises finissent par lasser. *Le sanglot de l'homme blanc*, de Pascal Bruckner, paru en 1982, marque le déclin de la mauvaise conscience. Celle-ci ne fait plus recette, et cela serait plutôt sain si la repentance ne cédait trop souvent la place au cynisme pur et simple. Ainsi, à partir des années 80, les clichés du passé refont surface avec une étonnante vigueur. Dans la publicité, par exemple, qui est une bonne « loupe grossissante » des fantasmes et des stéréotypes, on voit ressurgir des images nées au temps de l'esclavage (l'hypertrophie sexuelle), de la conquête coloniale (le « cannibale ») ou de l'assimilationnisme colonial (le « grand enfant »).

La fin de la mauvaise conscience - qui en soit n'est évidemment pas un phénomène négatif - a ainsi permis de libérer, dans les années 80, tous les vieux tabous enfouis depuis deux décennies et plus. Avec la table rase des amours immodérément « négrophiles » de la période tiersmondiste, on peut constater que toutes les fantasmagories, tous les clichés du passé, toutes les images attachées depuis plusieurs siècles à l'homme noir – la « bête de sexe », que l'on doit à l'héritage américain, aux fantasmes nées dans les plantations esclavagistes ; le « sauvage », qui nous vient de la conquête coloniale du XIX^e siècle ; le « grand enfant », issu en droite ligne de l'assimilationnisme colonial –, sont encore présentes, intimement imbriquées, solidement arrimées au fond des inconscients, même si certaines représentations ont perdu un peu de terrain, tandis que d'autres ont effectué un étonnant retour en force.

La « mode black »

Pour autant, les années 80 voient également l'épanouissement d'une « mode black » qui, par certains côtés, n'est pas sans rappeler la « vogue nègre » des années 30, qui elle aussi véhiculait le meilleur et le pire. Le succès des prestations érotisées de Grace Jones (omniprésente dans les publicités françaises des années 80) n'est pas sans rappeler celui de

Joséphine Baker, cette autre noire américaine chérie des Français. L'entre-deux-guerres voyait le déferlement du jazz comme les années 80 voient celui des « musiques du monde », et parmi elles les musiques modernes d'Afrique noire et des Antilles. Dans le même temps, le film *Black Mic Mac* (1985), de Thomas Gilou, présente une image assez ambiguë, bien que sympathisante, d'un Paris noir peuplé d'Africains rigolarde - qui ne sont pas dans évoquer, certes au second degré, les « grands enfants » des années 30 -, et de « nègres roublards », un tantinet « truands », qui sont en quelque sorte la version romantisée, « positivée », du clandestin, une figure qui ne va pas tarder à peupler les cauchemars sécuritaires du pays. Cependant, l'engouement superficiel autour des « Blacks » n'entraîne pas vraiment de solidarité envers l'Afrique, ni même de réelle empathie pour les problèmes du monde noir ou pour les immigrés.

Clandestins et polygames

Dans les années 90, les liens historiques qui unissent la France et l'Afrique sont un peu oubliés, ainsi par exemple que le rôle des troupes africaines durant les deux conflits mondiaux. La mode « black » a moins d'impact et les Africains sont surtout synonymes de « clandestins », de « faux demandeurs d'asile », de « polygames ». Plus encore, l'immigré d'Afrique noire devient, aux côtés du Maghrébin, un bouc émissaire de la société française, quelque peu déboussolée et chauffée à blanc par des discours d'exclusion et d'intolérance qui rencontrent de plus en plus de succès. Les centaines de milliers d'immigrés africains en situation régulière, parfaitement intégrés ou en voie d'intégration, deviennent tous suspects.

Le polygame et l'exciseuse représentent un degré supplémentaire dans l'imagerie de l'Africain « inassimilable ». L'un, et plus encore l'autre, sont parfaitement « indéfendables » et donc « parfaits » pour qui veut démontrer l'incompatibilité entre les « traditions culturelles africaines » et les valeurs républicaines françaises. On se garde bien de rappeler qu'un rapport présenté par Jacques Barou en juin 1992 pour le compte du Secrétariat général à l'intégration (*L'immigration en France des ressortissants des pays d'Afrique noire*), ainsi qu'une enquête Ined-Insee dirigée par Michèle Tribalat et publiée en 1995 sous le titre *Faire France* ont montré que la polygamie constituait une pratique relativement marginale dans l'immigration. De même, les cas d'excision qui viennent devant les tribunaux montrent que le phénomène ne concerne qu'une partie infime des Africains de France, y compris parmi ceux qui proviennent de régions où l'on pratique (illégalement) cette coutume effectivement incompatible avec les valeurs de notre société. Il est à noter au passage que l'image fort ancienne du « non-civilisé » trouve là sa traduction moderne et que la diffusion de ce cliché revisité est d'autant plus facilitée que la paléoculture de l'Occident assimile spontanément l'Africain au sauvage.

Avec le « clandestin », le « faux réfugié », le « polygame », l'« exciseuse », on atteint ainsi des sommets dans la stigmatisation. Des populations pour qui la majorité des Français éprouvait auparavant une certaine affection, même si celle-ci n'était pas dénuée d'arrière-pensées condescendantes ou paternalistes, sont ainsi aujourd'hui regardées par une partie non négligeable de la population avec méfiance et crainte. On tenterait de fabriquer un racisme anti-noir à l'américaine, « pur et dur », viscéral, fait de peur, de violence et de haine, dans un pays relativement épargné jusqu'ici par ce type de réaction phobique à l'encontre des « Noirs », que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

Le « rapeur » et le « loubard » de nos cités

Car dans les années 90, les médias mettent également en avant la violence à l'école, la drogue dans les quartiers, les supermarchés attaqués. Tous phénomènes bien réels mais passablement surévalués par une presse qui se vend mieux quand elle montre des banlieues en flammes que quand elle parle des associations de quartiers, de l'aide aux devoirs des grands frères ou des mères africaines dialoguant avec les maîtres et professeurs de leurs enfants.

Là encore, la stigmatisation est à l'œuvre, et l'on connaît la force du regard de l'autre dans la naissance des identités marginalisées. À force d'être présentés comme des délinquants, des drogués, des islamistes, les jeunes des banlieues ne peuvent que devenir ce que la société (ou

une partie d'entre elle) attend d'eux : des drogués, des délinquants, des islamistes. À force de présenter Mantes-la-Jolie ou Villeurbanne comme Chicago ou Harlem, les « Blacks » de chez nous commencent à se prendre pour des « Blacks » de là-bas et peu à peu se dessine en France ce que les sociologues appellent une « ethnicisation de la question sociale » : jeune, banlieusard, chômeur, délinquant, pauvre d'une part, et « black » ou « beur » d'autre part, ne font plus qu'un dans l'esprit de nombreux Français. La figure du « Noir » délinquant et violent des quartiers pauvres, omniprésente aux États-Unis et quasiment absente des représentations sociales françaises jusque dans les années 80, est incontestablement en train de gagner du terrain. Cette représentation, comme toutes les représentations, repose bien entendu sur des réalités incontournables : la crise de l'emploi, les discriminations, la relégation dans les cités, la délinquance née du désœuvrement. Il n'empêche que ces stéréotypes nouveaux, comme tous les stéréotypes, ne trient pas entre le bon grain et l'ivraie : c'est l'ensemble de la jeunesse « noire » de France qui souffre de cette stigmatisation.

Pourtant, les années 90 voient également l'émergence de figures urbaines moins négatives, ou à tout le moins plus ambivalentes. Ce sont par exemple les jeunes Français d'origine africaine qui donnent le « la » du rap dans les banlieues puis à la télévision, qui impriment petit à petit dans les consciences l'image d'une France métissée, sinon multiculturelle.

Vers une banalisation de l'image du « Noir » ?

Parallèlement – et peut-être paradoxalement, si l'on garde à l'esprit l'image des immigrés africains fortement dégradée durant les années 90 –, on assiste, dans la période récente, c'est-à-dire depuis la fin des années 80, à une banalisation progressive des « Noirs », dans la vie politique, culturelle et bien entendu sportive, mais aussi dans la vie de tous les jours. Les ministres d'origine africaine ou antillaise sont bien plus que des simples faire valoirs au sein de leurs gouvernements respectifs (même s'ils ont aussi joué ce rôle !), tandis que les footballeurs français noirs exaspèrent Jean-Marie Le Pen, qui n'arrive pas à en faire des Français comme les autres, signe indubitable que leur image publique sert la cause de l'intégration et de la lutte contre le racisme. Pour autant, il ne s'agirait pas de faire de ces réussites les alibis d'une politique d'égalité des chances pour l'instant bien timide.

Dans le même ordre d'idées, la publicité semble découvrir que les « Noirs » représentent une clientèle potentielle non négligeable. De plus en plus, elle met en scène des hommes et des femmes de tous les jours, des Français qui ne se distinguent du reste de la population que par un taux de mélanine supérieur à la moyenne du pays.

Le mouvement des sans-papiers : une image promue par les intéressés eux-mêmes

C'est dans cette atmosphère que survient en 1996 le mouvement des sans papiers. À cette occasion, il semble qu'une partie de l'opinion française prenne conscience de la diversité des situations dans lesquelles se trouvent les immigrés, singulièrement ceux que l'on appelle communément des « clandestins ». La figure de l'immigré africain, née dans les années 60 et « enrichie » (aggravée ?) durant les années 70, est sans doute enfin en train de se complexifier, de se nuancer. Car les sans-papiers africains ont su présenter une image d'eux-mêmes en totale contradiction avec certains des clichés qui « collent à la peau » des Africains. Ceux-ci, souvent présentés comme des migrants ballottés passivement par les bourrasques qui secouent leurs pays, se révèlent finalement, aux yeux de l'opinion publique, maître de leur destin, capables de faire passer dans l'opinion une image combative, mais pas agressive. La gestion même du mouvement a montré des hommes et des femmes faisant preuve d'une réelle science tactique, prenant en compte les mœurs de la société du spectacle d'une part (on a beaucoup parlé du téléphone mobile d'Aboubacar Diop), partageant les valeurs de la démocratie et de la République d'autre part.

De même, à l'occasion de ce mouvement, les autorités françaises – et dans une moindre mesure la société tout entière – ont « découvert » la réalité bouillonnante des associations des

originaires d'Afrique de l'Ouest, en particulier celles nées dans les foyers et destinées à venir en aide économiquement et techniquement à leurs villages d'origine. Là encore, l'image de résidents de foyer économisant chaque mois pour aider leur famille, pratiquant quotidiennement la démocratie directe, investissant au village dans la construction de dispensaires, d'écoles ou de périmètres irrigués colle mal avec les mœurs « tribales », les féodaux, les patriarches polygames et autocrates, qui prévalaient dans l'esprit de nombreux Français. Les mouvements associatifs ont donc promu l'image d'une action citoyenne tout à fait inédite. Ceux qui étaient perçus comme des sans-voix se sont révélés à l'avant-garde des nouvelles citoyennetés. Ils ont dit que l'on pouvait participer à la vie de la cité sans être national, que l'on pouvait concilier des appartenances multiples, être citoyen là-bas et souhaiter l'être ici.

Il est trop tôt pour dire si cette ultime avatar entrera dans les consciences et viendra se superposer et se mélanger à toutes les images héritées du passé. Il est trop tôt pour mesurer l'importance de cette énième figure de l'Africain qui n'est finalement qu'une représentation de plus, en ce sens qu'elle est loin, elle aussi, de correspondre en totalité à la réalité. Il n'en reste pas moins que l'on ne peut plus présenter aujourd'hui l'ensemble des populations africaines résidant en France comme des communautés fermées sur elles-mêmes, faites d'individus analphabètes (version moderne du « sauvage » d'antan), muets et passifs.

La lutte pour la reconnaissance cathodique

Par ailleurs, les Africains, ou les « Français d'origine africaine », ou les « Blacks », ne luttent pas seulement pour la reconnaissance de leurs droits, ils luttent aussi pour leur reconnaissance « tout court ». Ainsi, le collectif Égalité fut lancé à la fin de 1998 par la romancière d'origine camerounaise Calixte Beyala, en compagnie d'autres artistes d'origine africaine : Le musicien Manu Dibango, l'amuseur public Dieudonné, Luc Saint-Eloi. Son but était de faire pression sur les médias, en particulier télévisuels, pour qu'ils fassent travailler plus de journalistes d'origine africaine ou pour qu'ils présentent plus d'artistes « blacks ».

Mais s'il est vrai que les professionnels de l'audiovisuel et les journalistes « blacks » ont peu droit de cité à la télévision française, la faute n'en incombe pas forcément, ou pas toujours, à des pratiques secrètement discriminatoires, comme le laissait entendre le collectif Égalité. Car les enfants des immigrations africaines et antillaises, comme l'ensemble des classes populaires, ont du mal à prendre l'ascenseur social, tout particulièrement en temps de crise. Aussi, il faut sans doute laisser du temps au temps, même si on peut regretter que la promotion sociale au mérite, ce credo de l'école laïque républicaine, soit devenu si peu effectif. En attendant, les Français issus d'une immigration récente sont particulièrement peu présents, entre autres, dans les écoles de journalisme, où l'on recrute pourtant sur concours. Cela signifie que la République, et singulièrement son École, a de plus en plus de mal à jouer son rôle de promotion sociale des classes populaires, et ce quelles que soient leurs origines.

Quoiqu'il en soit, le combat du collectif Égalité a eu le mérite de mettre l'accent sur la faible présence des « minorités » à la télévision française, une absence particulièrement « spectaculaire » si on la compare avec son homologue britannique. Souvent la frilosité commerciale sert d'argument : le public ne serait pas prêt à recevoir chez lui un « Black » présentateur du JT, les chaînes auraient peur de perdre ainsi des parts d'audience. Sur ce dernier point, il faut noter au passage que rien n'est moins sûr, si l'on en juge par le fait que les « Blacks », quand ils ne sont pas issus des couches populaires, ou quand ils sont sortis des cités « à la force du poignet », sont aujourd'hui très « tendances » dans beaucoup de domaines. On arguera du fait que la société française maintient les « Blacks » dans le ghetto des sportifs, des mannequins sculpturaux, des amuseurs publics, et surtout des musiciens et autres joueurs de tam-tam, mais qu'elle ne leur fait pas de place dans les professions dites « sérieuses ». Et il est vrai que les quelques politiciens noirs signalés plus haut peuvent tout aussi bien être qualifiés d'alibis.

Aussi, le collectif Égalité a plaidé pour l'instauration de quotas, une idée qui provoque une levée de boucliers. Car la République, traditionnellement, préfère une intégration progressive des talents individuels, mais comme on vient de voir que par ailleurs elle n'était plus très capable de faciliter l'éclosion desdits talents, il faut bien se rendre à l'évidence que l'on aboutit à une impasse. À cet égard, le débat n'est pas sans rappeler celui qui a agité la classe politique à propos de la parité hommes-femmes.

De l'immigré au citoyen

Finalement, on a l'impression que les stéréotypes les plus anciens ont tendance depuis quelques années à s'effacer progressivement, au profit d'images plus « modernes », très dévalorisantes pour certaines, largement plus positives pour d'autres. Tout semble se passer, en effet, comme si, au contact des Français d'origine africaine ou antillaise, de ces hommes et ces femmes pareils à tous les autres, les fantasmagories archaïques qui habitaient les têtes françaises ne pouvaient plus être opérantes. Comment, en effet, considérer que les « Noirs » sont des sauvages ou des grands enfants, quand votre médecin est noir, ainsi que vos collègues de travail, tel ministre, plusieurs stars du ballon rond, l'adolescent taggeur du coin de la rue, et même l'académicien ? Jusqu'au milieu du XX^e siècle, la plupart des Français ne cotoyaient qu'exceptionnellement des Africains, les stéréotypes nés durant la traite ou la conquête coloniale pouvaient toujours prospérer sur l'ignorance. Aujourd'hui, le brassage est total et les fantasmes se dissipent au contact des réalités de la vie quotidienne.

La question du regard de l'Autre est donc essentielle en ce qui concerne les « Noirs ». En effet, c'est ce regard qui englobe d'une part les Africains, qu'ils soient étrangers ou qu'ils aient la nationalité française, qu'ils soient primo-migrants ou qu'ils soient nés en France, qu'ils soient médecins ou éboueurs, d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale, d'origine citadine ou paysanne, et d'autre part les originaires des Dom-Tom, qu'ils soient antillo-guyanais ou réunionnais, fonctionnaires ou chômeurs, nés ici ou arrivés dans les années cinquante et soixante. En particulier, la jeunesse « noire » souffre des mêmes maux sociaux quelles que soient ses origines : chômage, désœuvrement, petite délinquance. Et ces maux qui sévissent tout particulièrement dans les quartiers populaires, sont encore aggravés par les stigmatisations et par les discriminations qui en découlent. Et si être « noir », ou « black »... n'a évidemment pas de sens *au regard* de la République, cela en a *dans le regard* d'une partie de la population. « Les Noirs », dans l'inconscient collectif cela signifie quelque chose, un ensemble d'idées reçues, de stéréotypes, de clichés, sortis de la nuit des temps pour certains, ou plus récents pour d'autres.

Il est donc important de se souvenir d'où nous venons, les uns et les autres, et d'essayer d'identifier les clichés d'antan et ce qu'il en reste aujourd'hui (dans l'inconscient des Français de métropole mais aussi dans celui des originaires des Dom-Tom, des Africains de France et des Français d'origine africaine), afin de les combattre efficacement. Car tous ces topiques nuisent à l'image des « Noirs », créent des blessures d'amour propre, des identités blessées. Il faut donc travailler sur les idées reçues, valoriser notre histoire commune, mettre à plat le passé colonial pour l'apurer, savoir se démarquer des images ultra-violentes des ghettos noirs américains si l'on veut accueillir *fraternellement* (et non pas *paternellement* comme naguère) nos compatriotes originaires d'outre-mer et du Sud du Sahara, et conforter leur place au sein de la Nation. Il faut agir simultanément en faveur *des uns et des autres*, et lutter contre les représentations globalisantes qui risquent de créer en retour une identité refuge, un « communautarisme ethnique » réactionnel (une fantomatique « communauté noire »), voire un essentialisme qui serait porteur de tous les dangers de racialisation de la société française. Nous n'en sommes pas là, mais un des buts de notre groupe de réflexion est précisément d'alerter les pouvoirs publics et de prévenir ces éventuelles dérives.